Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Au-service-du-rassemblement-des,1288

Au service du rassemblement des Vénissians pour continuer une ville belle et rebelle...

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : mardi 29 janvier 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Les prochaines élections municipales seront marquées par la crise économique et sociale, ses conséquences toujours plus grandes sur les inégalités, les conditions de travail et de vie, mais aussi par l'approfondissement de la crise politique. Le PS poursuit la dérive Sarkozyste que certains qualifiaient pourtant de pré-fasciste. Au-delà de Valls qui se félicite d'avoir battu le record d'expulsions de Sarkozy, c'est tout le gouvernement qui assume sans état d'âme une politique de droite sur toutes les questions économiques et sociales, bien sûr le TSCG, la Finance qu'il fallait mettre au pas, la casse industrielle dans la sidérurgie ou l'automobile...

Dans l'éducation nationale, la rigueur conduit à masquer avec la question des horaires l'absence de politique de lutte contre l'échec scolaire, et à imposer de nouveaux transferts de charges sur les communes. Chez les enseignants, pourtant un milieu très favorable au PS, cela génère des oppositions fortes, montrant jusqu'où peut aller la fracture politique entre le pouvoir et le peuple. La situation est pire qu'en1997 ou Jospin assumant une politique déjà très à droite avait profité de l'embellie économique pour limiter la casse sociale. Ce n'est plus possible aujourd'hui car le capitalisme a besoin d'une baisse radicale des salaires et des dépenses publiques. N'oublions pas que la conclusion pour Jospin, c'est le choc de 2002 avec le FN au second tour des présidentielles.

Or, depuis 1997, les collectivités locales sont devenues une variable d'ajustement essentielle pour le capitalisme. Sarkozy s'y est attaqué avec la réforme de l'état, le blocage des dotations, du salaire des fonctionnaires, et la réforme des collectivités, véritable remise en cause du cryptique républicain commune, département, nation. Si le PS annule la création du conseiller territorial qui mettait en cause une part des élus régionaux du PS et des verts, il maintient et aggrave la réforme de Sarkozy avec les euro-métropoles et une réforme radicale des départements.

Les départements ont été créés pour imposer la présence des institutions républicaines partout, contre les potentats locaux et les provinces. Ils sont les relais d'un état très napoléonien, symbolisé par les préfets, et un outil de contrôle de communes qui restent le premier lieu d'expression politique. Mais ils ont joué un rôle important dans l'aménagement du territoire, des routes départementales aux collèges en passant par l'organisation de l'agriculture ou la mise ne oeuvre des politiques sociales de l'état.

Bien sûr, en faisant une grande place aux zones rurales, beaucoup de départements ont été dirigés par la droite, c'est le cas dans le Rhône, avec des politiques orientées vers les intérêts de la petite bourgeoisie, des cadres, des intérêts agricoles... et il est évident que le département de la Creuse n'avait pas les mêmes moyens que celui des Hauts-de-Seine. Mais tout citoyen Français avait un conseiller général, une part des ses impôts alimentait le budget du département qui assurait des missions de l'état partout, même en Creuse. La notoriété comparée des conseillers généraux et régionaux dans les zones rurales montre bien l'importance que jouaient les départements, notamment pour tout le tissu économique autour de l'agriculture.

Or le capitalisme n'a plus besoin des territoires et privilégie aujourd'hui les métropoles. L'état s'est réorganisé en délaissant les préfectures départementales au profit des préfectures de régions. Les réformes des collectivités de Sarkozy et de Hollande ne font que traduire dans les institutions ce choix d'abandonner l'égalité républicaine et l'aménagement du territoire.
Nous allons aborder 2014 dans ce contexte de la réforme des collectivités dont le PS affiche les enjeux et les objectifs. Collomb annonce l'élection directe du conseil de métropole par territoires en 2020, mais dès 2014, les élus communautaires par fléchage ne seront plus les représentants élus du conseil municipal. Aujourd'hui, une délibération du Grand Lyon qui concerne directement une ville n'est pas votée si le maire s'y oppose. Mais avec une métropole élue par territoires, le maire pourra ne plus avoir d'élu de son exécutif à la métropole ! Compte tenu de l'écart entre les moyens des communes et ceux de la métropole, c'est la fin de toute souveraineté des communes.

Or, c'est dans la commune que peut se construire le rassemblement de toutes les couches sociales face à la crise. C'est le défi face à ce capitalisme de la concurrence dans l'austérité qui aggrave comme jamais les inégalités, la

Copyright © Le Vénissian

précarité, la grande pauvreté. 32 % des Vénissians sont sous le seuil de pauvreté, 5 % de plus en 4 ans ! La réponse du capitalisme est de tout faire pour diviser le peuple pour empêcher son rassemblement en favorisant tous les communautaristes, les intégrismes, les racismes.

C'est dans ce contexte que se pose la question du rassemblement et des autres forces politiques. Nous connaissons bien les difficultés du rassemblement populaire. Contre la pauvreté, contre les expulsions, pour les conseils de quartier, il faut un travail militant d'arrache-pied pour tisser les relations de confiance qui permette la participation à un rassemblement, une réunion, une manifestation. Il y a bien sûr une part d'individualisme, de repli sur soi face à la crise, mais il y a plus profondément la difficulté de se représenter ce que peut être une intervention politique utile. Il y 30 ans, toute initiative de cellule était forte de l'histoire du parti communiste, des victoires de la résistance, des luttes sociales et de l'espoir du socialisme. Mais nous sommes dans une longue période historique de victoires du capitalisme, avec un parti hésitant, apparaissant comme principalement lié aux institutions, traversé depuis des années par des tensions internes fortes.

A Vénissieux, nous n'avons pas de recettes miracles contre cette situation à laquelle nous sommes confrontés comme tout le monde, mais nous avons les acquis de la ville pour mobiliser des Vénissians qui connaissent les points d'appuis pour la défense de l'école, de nos quartiers, pour la solidarité et le vivre ensemble. Beaucoup savent que la direction communiste de la ville a montré sa capacité à faire front en même temps à l'insécurité, aux trafics, aux tensions communautaristes, à la grande pauvreté, au marché de la misère. Personne ne nous demande d'avoir de réponses miracles, mais de maintenir les acquis utiles au quotidien des familles, des retraités, des jeunes. C'est d'abord peut-être autour de cette idée d'une ville utile face à la crise que nous devons construire le rassemblement et gagner plus de Vénissians à en être partie prenante.

La question des forces politiques doit être au service de ce rassemblement. Car bien sûr, il serait prétentieux de dire aux habitants que les communistes peuvent rassembler seuls. Ce n'est pas une question de militants, les autres forces politiques n'en apportent pas beaucoup, mais les Vénissians que nous voulons rassembler peuvent ne se sentir proches d'aucun parti, être sensible à telle ou telle personnalité nationale, avoir voté pour tel ou tel parti précédemment.

Cela compte d'autant plus que Vénissieux sera regardé par tous ceux qui veulent faire tomber la plus grande ville communiste du Sud-Est de la France... Bien sûr, les socialistes locaux dont plusieurs rêvent d'une carrière politicienne, et les forces anticommunistes diverses qui ont tout fait pour perturber la campagne de Michèle Picard aux législatives. Certains voudrons faire une liste concurrente, d'autres ou les mêmes tenteront de nous imposer des conditions inacceptables à l'union. Le parti a l'habitude de ces situations. Nous serons comme toujours ceux qui proposent le rassemblement de tous pour se serrer les coudes dans la crise, pour répondre à une droite revancharde qui sera peut-être en pleine alliance avec le Front National relooké par Marine, pour combattre l'abstention, pour continuer à « vivre ensemble » dans une ville belle et rebelle.

N'oublions pas que nous serons dans un contexte ou gauche et droite se retrouvent dans le projet d'euro-métropole. Pendant que le PS organise le clivage médiatique gauche-droite sur les question sociétales du mariage pour tous, c'est le grand amour pour le reste, entre Collomb et Mercier, comme dans beaucoup d'autres instances, des métropoles à l'Europe ou de fait, droite et gauche défendent la même politique... de droite. Lyon est toujours ce laboratoire politique des alliances au centre contre les canuts, les communistes et la république !

Dans cette situation inédite, nous ne pouvons pas nous confondre dans une majorité présidentielle qui porte un consensus droite-gauche sur tant de questions. Mais nous voulons rassembler toutes les forces de gauche et progressistes. La solution à cette contradiction est dans le contenu de notre projet pour la ville. C'est sur ce projet que nous rassemblons tous ceux qui veulent le soutenir. Et ce projet dénonce les politiques publiques assumées par le PS contre les collectivités, l'austérité qui interdit de s'attaquer vraiment à la grande pauvreté, à la précarité qui

Copyright © Le Vénissian

pèse sur les conditions de vie dans la ville. Il ne s'agit donc pas d'une union de la gauche qui serait un piège face à la fracture politique qui pousse l'abstention et le vote VN. Il ne s'agit pas non plus du Front de Gauche tel qu'il existe, parce qu'il ne s'agit pas de rassembler la gauche de la gauche, mais de rassembler le peuple qui veut que Vénissieux poursuivre son histoire avec les communistes. Des électeurs de droite au niveau national peuvent décider de voter pour l'équipe du maire qui leur paraît la garantie d'une ville bien gérée au service de tous. Notons de plus que le Front de Gauche, tel qu'il est à Vénissieux divise les communistes et met en avant des militants anticommunistes, alors que nous avons besoin exactement à l'inverse d'une campagne unie, fière de notre histoire et de notre projet.

C'est donc bien sur notre projet, largement discuté et connu dans la ville, dans un objectif d'unir les Vénissians dans la solidarité et la résistance à la crise que nous trouverons le chemin d'un rassemblement majoritaire pour 2014

Copyright © Le Vénissian